

PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE 3^{EME} CATEGORIE AVEC RISQUES PARTICULIERS COORDINATION SPS
NIV 3

PGC

SIMPLIFIE

DIRA/SIR MA CAMPAGNE ANGOULEME DIRA CDE 2025/08 SIR

46 Rue de Québec

16000 ANGOULEME



DEKRA Industrial
2 CHEMIN DES MARSAIS

17100 SAINTES

Tél. 05 56 13 43 56

Fax

Affaire n° : 54397432

Coordonnateurs SPS

Conception : DAVID DELEENS

Réalisation : DAVID DELEENS

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
03/09/2025	A	Version initiale
25/09/2025	B	Mise a jour

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers

Sommaire

Préambule.....	5
PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	6
• Rappels réglementaires et champs d'intervention du CSPS conformément aux Articles L4121-2 et L4531-1 du code du travail :	6
• Prise en compte des observations du coordonnateur :	7
GESTION COVID.....	8
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier	9
Présentation du projet	9
Intervenants concernés par l'opération	10
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	10
• Organismes institutionnels de la prévention	11
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	11
Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers.....	12
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	13
Description de l'environnement et des servitudes.....	13
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	13
• Par rapport aux piétons	14
• Par rapport aux établissements en activité	14
• Par rapport aux interdictions de survol	14
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)	14
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	14
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers	15
• Amiante.....	15
• Plomb.....	15
• Transformateurs.....	15
• Eléments radioactifs.....	15
• Installations aéroréfrigérées	15
• Matériaux contaminés	15
• Diagnostic avant démolition.....	15
Accès au chantier	15
• Véhicules et personnel.....	15
• Points particuliers.....	15
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	16
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	16
• Surveillance et Contrôle d'Accès	16
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	17
• Intervention sur la ou les zone(s) de travaux	17
• Protection du Matériel	17
• Habilitation Electrique.....	17
• Utilisation du Matériel Electrique	18



• Protection Contre le Bruit	18
• Protection contre les Poussières	18
• Interventions lors d'une Vague de Chaleur	18
• Restriction Alcool et Tabac sur le Site	19
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	19
• Infrastructures de chantier.....	19
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	19
• Protections collectives.....	19
Installations de chantier.....	19
• Plan d'installation de chantier.....	19
• Clôtures	19
• Stockage.....	19
• Affectation des installations de chantier.....	20
• Installation du Chantier :.....	20
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel	20
• Secours.....	20
Autorisations administratives et démarches diverses	21

Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier22

1°a - Travaux présentant des risques de chute de hauteur	22
1°b - Travaux présentant des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement	22
2° - Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques	22
3° - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante friable	23
4° - Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée	23
5° - Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	23
6° - Travaux exposant à des risques de noyade.....	23
7° - Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	24
8° - Travaux en plongée appareillée	24
9° - Travaux en milieu hyperbare	24
10° - Travaux de démolition, ... volume initial hors oeuvre > à 200 m3	24
11° - Travaux comportant l'usage d'explosifs	24
12° - Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds	24
13° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > à 60 t x m	24

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier25

Respect des contraintes du site	25
• Horaires et contraintes de livraisons.....	25
Site en exploitation	25
• Risque incendie.....	25
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	25
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	25

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant26

Nettoyage du chantier	26
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	26
• Nettoyage de Chantier	26



Démarche environnementale, tri des déchets.....	26
• Objectifs.....	26
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	28
Organisation des secours.....	28
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	28
• Organisation des Secours	29
• Formation à la Sécurité – Visite de Sécurité	29
Dispositions en cas de travail isolé	29
Risque incendie	29
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	
30	
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	30
• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage	30
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié	30
• Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié.....	30
Visite d'inspection commune.....	31
Sous-traitant	31
Travailleurs Indépendants	31
Travail dissimulé.....	31
Prêt de main d'oeuvre	32
Recensement des accidents du travail	32
Annexe(s).....	33
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.....	33
• - Fiche d'appel.....	33



Préambule

Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document qui doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Le PGC simplifié est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC simplifié, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié).

Le PGC simplifié est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC simplifié à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;*
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;*
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.*

Le PGC simplifié est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

La prévention des risques professionnels recouvre l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité de salariés, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail.

Une démarche de prévention des risques professionnels se construit en impliquant tous les acteurs concernés et en tenant compte des spécificités de l'entreprise (taille, moyens mobilisables, organisation, sous-traitance, intérim, filialisation, implantation géographique multiple, présence de tiers externes comme du public ou des clients...).

Pour mettre en place une démarche de prévention, il est nécessaire de s'appuyer sur les neuf grands principes généraux (L.4121-2 du code du travail) qui régissent l'organisation de la prévention.

		MOA	MOE	CSPS	Entreprise	Travailleur Indépendant
		L 4531-1	L 4531-1	L 4531-1	L 4531-1 et 2	L 4534-1 L 4534-18
1	Eviter les risques	X	X	X	X	X
2	Evaluer les risques qui ne peuvent être évités	X	X	X	X	X
3	Combattre les risques à la source	X	X	X	X	X
4	Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail, des méthodes de travail et de production en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé				X	
5	Tenir compte de l'évolution de la technique	X	X	X	X	X
6	Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou ce qui est moins dangereux	X	X	X	X	X
7	Planifier la prévention en y intégrant de manière cohérente, la technique et l'influence des facteurs ambiants	X	X	X	X	
8	Prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur des mesures de protection individuelles	X	X	X	X	
9	Donner les instructions appropriées aux salariés				X	

Rappels réglementaires et champs d'intervention du CSPS conformément aux Articles L4121-2 et L4531-1 du code du travail :

L. 4121-2 :

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.



L. 4531-1 :

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

1. De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement ;
2. De prévoir la durée de ces phases ;
3. De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Prise en compte des observations du coordonnateur :

R. 4532-9 : Le maître d'ouvrage tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Résumé OPPBTP (fiche prévention A4 F 06 12) relatifs aux articles L4121-2 et L4531-1

3 VALEURS ESSENTIELLES DE PREVENTIONS S'AJOUTENT AUX 9 GENERAUX PRINCIPES DE PREVENTION :

LA PERSONNE :

- Le chef d'entreprise, l'encadrement et les salariés sont impliqués dans la démarche de prévention des risques professionnels. Les méthodes de management utilisées sont compatibles avec une éthique du changement qui respecte la personne.

LA TRANSPARENCE :

La maîtrise des risques implique pour le chef d'entreprise et l'encadrement :

- La clarté de l'objectif visé,
- L'engagement et l'exemplarité du chef d'entreprise et de l'encadrement dans la démarche de prévention et dans sa mise en œuvre,
- La prise en compte de la réalité des situations de travail,
- La communication sur la santé et la sécurité au travail,
- L'adhésion du personnel est une condition clé dans la mise en place d'une politique de prévention des risques.

- LE DIALOGUE SOCIAL :

- Cela signifie d'impliquer les salariés et les instances représentatives du personnel (CHSCT, Comité d'Hygiène Sécurité Travail et délégués du personnel) dans la mise en œuvre de la politique de prévention (Source INRS).



GESTION COVID

A compter du 14 Mars 2022, l'application du guide de l'OPPBTP « Préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 » dans sa version mise à jour du 2 Mars 2022 est suspendu. Le guide repère des mesures de prévention en cas de COVID19 rédigé par le Ministère du Travail, de l'emploi et de la solidarité dans sa version du 15 Mars 2022 est dès à présent applicable.

Pour rappel la continuité de l'activité dans un contexte de circulation, même faible ou résiduelle, du virus repose sur le respect des principes suivants :

- Les mesures d'hygiène (lavage régulier des mains, éternuer dans son coude...) ;
- Les règles d'aération régulière des locaux ;
- La prévention des risques de contamination manu-portée (nettoyage régulier des objets et points de contact que les salariés sont amenés à toucher).

L'ensemble de ces mesures est rappelé dans le protocole du ministère de la Santé.



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

PRESENTATION DU PROJET

Les travaux objets du présent dossier concernent la :

- Dépose des éléments de l'ouvrage qui entrave son déplacement (joint de chaussée, garde corps ...) ;
- Installation des vérins et test du bon fonctionnement ;
- Vérinage (soulèvement du tablier) ;
- Mise en place d'appuis provisoire ou mise en sécurité des vérins ;
- Démontage des appareils d'appuis / réparations éventuels / remplacement des appareils d'appuis
- Déverinage du tablier (retour sur appuis définitif avec contrôle de la planimétrie).

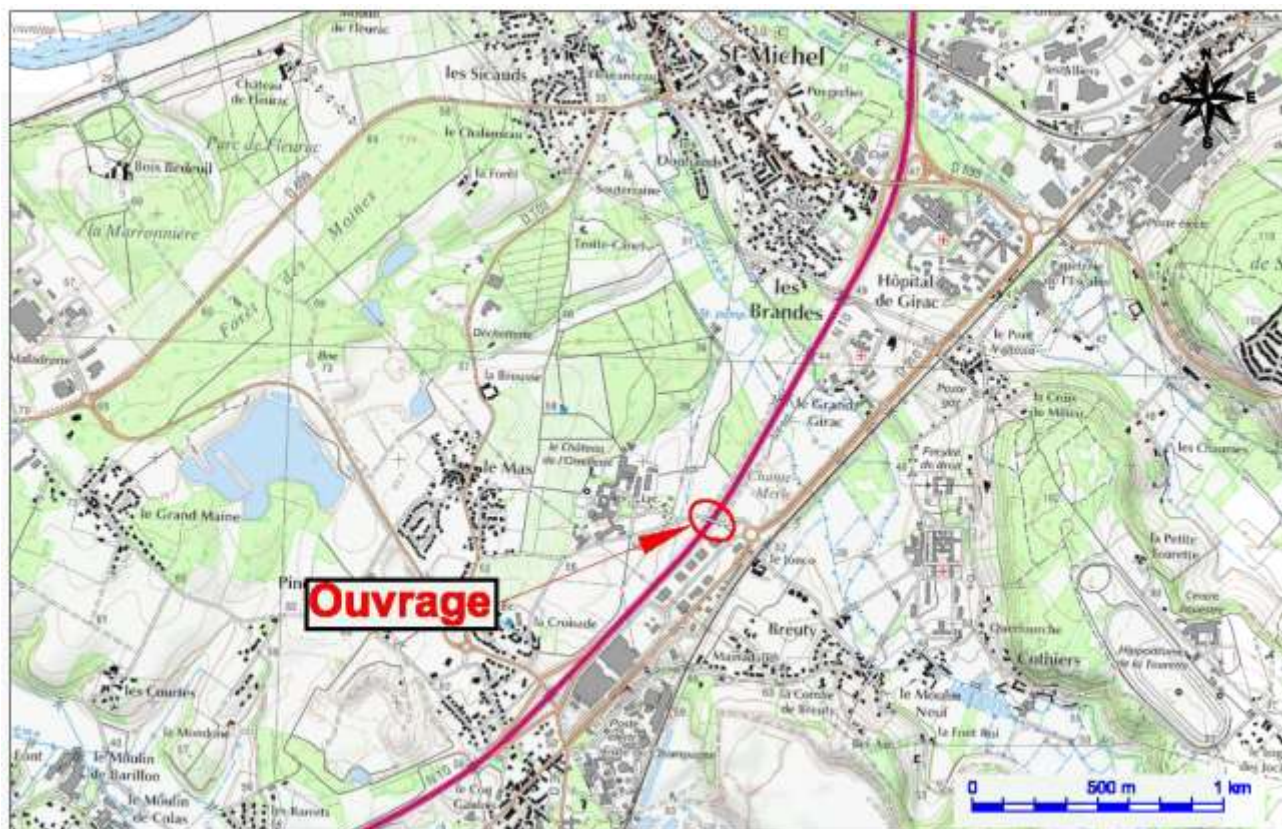
Les travaux sont situés sur le territoire de la Commune de La Couronne PS de l'oisellerie.

Les travaux sont programmés **de nuits de 20H00 à 06H00 du 1^{er} MARS 2026 au 31 JUIN 2026 pour la phase de vérinage du pont a cause des contraintes de balisage sur la RN 10.**

Les travaux sont programmés **de jour de 08H00 à 17H00 du 1^{er} MARS 2026 au 31 JUIN 2026** pour les travaux sur le pont.

En cas d'intempéries ou aléas techniques, les mesures d'exploitation seront reportées dans les mêmes dispositions de chantier

Situation géographique



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

DIR Atlantique	Mme La Directrice	
Maître d'œuvre		
Direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA) département SIR 46 Rue de Québec Ma Campagne 16000 ANGOULEME	M. FONTAINE Pierre	06 61 63 04 89 pierre-py.fontaine@developpement- durable.gouv.fr

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS POITOU CHARENTES 2 CHEMIN DES MARSAIS 17100 SAINTES	<u>Titulaire :</u> C : DAVID DELEENS R : DAVID DELEENS <u>Suppléant :</u> C : R :	05 56 13 43 56 david.deleens@dekra.com
---	--	---



Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT

37 avenue du Président COTY 87048 LIMOGES		05 55 30 03 80 arp@carsat-centreouest.fr
--	--	---

CRAMCO

Service Prévention 4, rue de la Reynie 87048 LIMOGES	Mr CASSAGNES Bernard	05-55-45-39-00 05-55-77-40-64 bernard.cassagnes@carsat-centreouest.fr
--	----------------------	---

DIRECCT

DDTE Rue des Frères Lumière 16000 ANGOULEME	INSPECTION DU TRAVAIL	05 45 66 68 64 05 45 66 68 51 dd-16.inspection-section04@direccte.gouv.fr
---	-----------------------	---

CRAM

CENTRE OUEST 4, rue de la Reynie 87048 LIMOGES CEDEX	M. DEBOISREDON	05 55 45 39 00 05 55 77 40 64
--	----------------	----------------------------------

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers

Lot(s) concerné(s) par des travaux à RP	Réf.	Travaux comportant des risques particuliers conformément à l'arrêté du 25 février 2003	Lot(s) intervenant en co-activité avec un lot avec RP
---	------	--	---

		Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres (1), au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;	
	1°b	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.	
Lot revêtement de chaussée Peinture	2°	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7	Tous les lots
	3°	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 (2).	
	4°	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret 28 avril 1975 susvisé.	
Lot 02	5°	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.	Tous les lots
	6°	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.	
	7°	Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
	8°	Travaux en plongée appareillée	
	9°	Travaux en milieu hyperbare	
	10°	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
	11°	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
	12°	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
	13°	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t x m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

(1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

(2) le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006. Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a supprimé la notion de matériaux « friables » et « non friables ».

(3) le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Il n'y a pas de présence d'habitation et de bureaux aux abords du chantier.

Il est prévu avec le CEI ANGOULEME que certaines nuit la circulation sera réduite (voie rapide ou voir lente fermée).

La plupart des travaux de l'ouvrage se feront sans impact sur la RN 10.

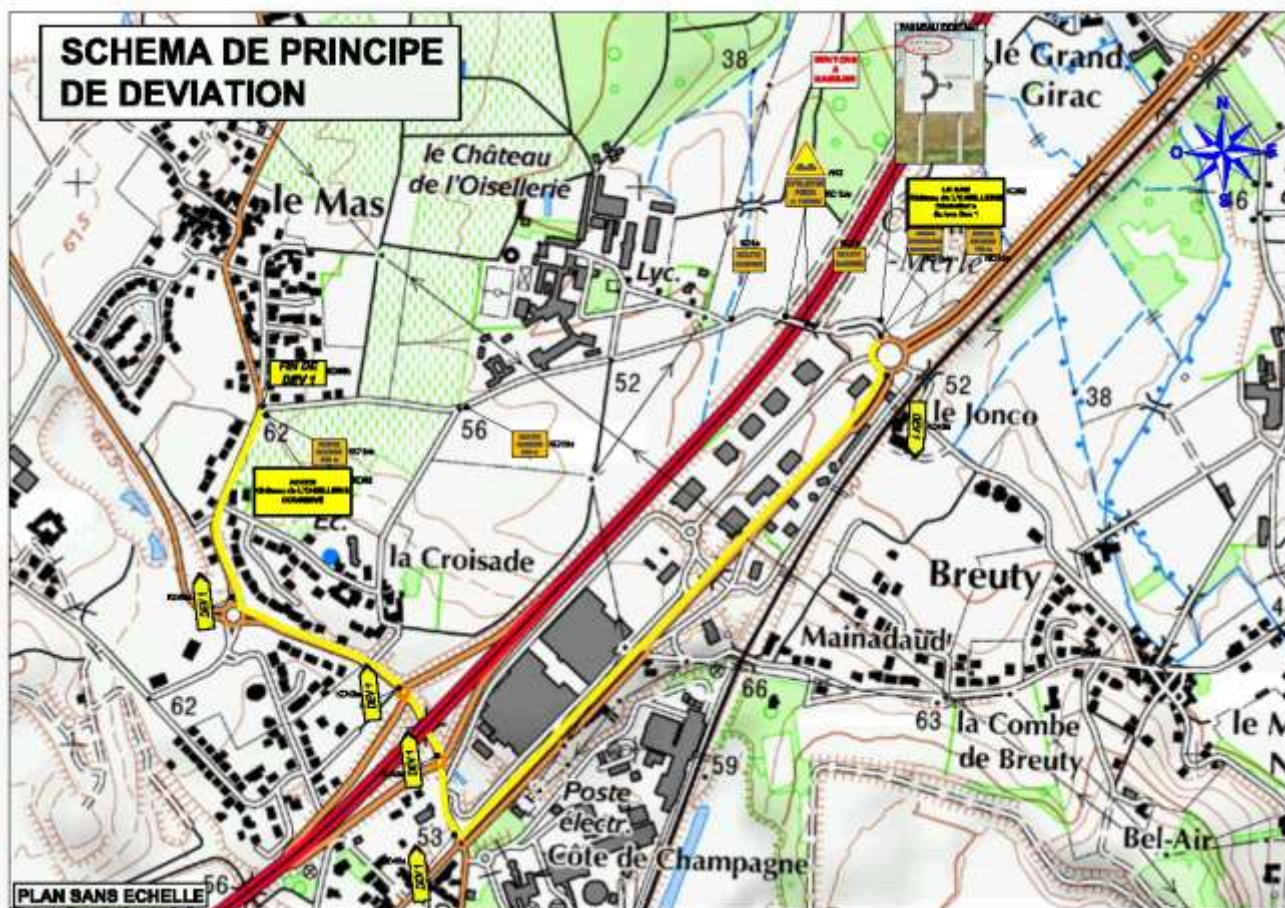
Pour des raisons de sécurité la circulation sur l'ouvrage durant la période des travaux ne sera pas possible aux véhicules motorisés. Il sera uniquement maintenu un cheminement piéton et cycle qui sera identifié et isolé vis à vis des travaux.

Mise en œuvre de la signalisation de chantier et de déviation

La signalisation temporaire de balisage sur la RN10 sont assurées par la DIR.

La signalisation temporaire de balisage de la chaussée et de déviation hors RN10 sont assurées par l'entreprise.

PLAN DE DEVIATION :



Par rapport aux piétons

Un cheminement piéton et cyclistes sera identifié et isolé vis à vis des travaux.

Par rapport aux établissements en activité

Sans Objet au niveau de la zone concernée par les travaux.

Par rapport aux interdictions de survol

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de zone en dehors du chantier, il faut vérifier la présence des lignes.

Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Les déviations sont mises en place par l'entreprise.

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

- La DIRA confirme la non présence d'amiante sur la zone de travaux.

Plomb

- Sans objet

Transformateurs

Sans objet

Eléments radioactifs

Sans objet

Installations aéroréfrigérées

- Sans objet

Matériaux contaminés

Sans objet

Diagnostic avant démolition

- Sans objet.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera en fonction des différentes phases de travaux, depuis la section courante de la RN10 avec la mise en place d'un chef de manœuvre dès que la circulation l'impose ou depuis les voies communales"

Points particuliers

Période des travaux :

Les travaux sont programmés **de nuits de 20H00 à 06H00 du 1^{er} MARS 2026 au 31 JUIN 2026 pour la phase de vérinage de pont à cause des contraintes de balisage sur la RN 10.**

Les travaux sont programmés **de jour de 08H00 à 17H00 du 1^{er} MARS 2026 au 31 JUIN 2026** pour le reste des travaux.

En cas d'intempéries ou aléas techniques, les mesures d'exploitation seront prolongées dans les mêmes dispositions de chantier

Jours hors chantier :

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire sur la voie publique aux abords du chantier.

L'accès des véhicules doit se faire conformément aux prescriptions de sécurité, lorsque l'on quitte la voirie ouverte aux publics et que l'on entre sur le chantier, il y a des obligations à mettre en œuvre afin de mettre en garde l'utilisateur de la route :

Avertissement pour les usagers de la route :

Mettre les feux de détresse à l'approche de la zone d'accès au chantier et de mettre le gyrophare au niveau de l'entrée de la zone de travaux.

Protection sur le chantier :

Le gyrophare doit être allumé lors de la circulation sur le chantier.



Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se fait depuis la RN10 en passant au niveau des portes d'accès mises en places en suivant les prescriptions d'accès mentionnées ci-dessus.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier, des prescriptions de circulation et leur transmettra le plan d'accès.

En fonction de l'avancement du chantier les accès seront modifiés pour permettre la distribution des camions sur le chantier.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Surveillance et Contrôle d'Accès

Liste des intervenants

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le Maître d'œuvre avant le début des travaux.

Cette liste comportera pour chaque salarié les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Tout étranger titulaire d'une carte de travail dont la date de validité est périmée, sera exclu du chantier.

D'une manière générale, selon la loi N°97-210 du 11.03.1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle au regard du droit du travail et fournira :

Son immatriculation à l'URSSAF par la production d'une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an,

Son immatriculation au RCS par la production d'un Extrait K-bis,

Une attestation de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15 (respect du droit du travail) et L. 8251-8, L. 8252-1 et L. 8252-2 (régularité du travail des salariés de nationalité étrangère) du Code du Travail,

Le titre de travail des ouvriers sur le chantier

Le chantier étant interdit au public, seules les personnes déclarées faisant partie des entreprises ou organismes mandatés par le Maître de l'Ouvrage auront le droit de pénétrer dans l'enceinte du chantier. L'hébergement sur le site sera interdit.

Les ouvrages devront être interrompus lorsque l'accès aux postes de travail ou les postes de travail eux-mêmes seront rendus dangereux par les conditions climatiques.

Les entreprises traitantes devront s'assurer que leurs sous-traitants respectent des dispositions ci-dessus.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

D'une manière générale, l'ensemble du personnel destiné à accéder au site devra au minimum être équipé :

Portés en permanence

- D'un casque (NF EN 397). Les casques ont un âge limite d'utilisation donné par le fabricant en fonction du matériau constituant la calotte

Matériaux constituant la calotte	Abréviation des matériaux	Age limite d'utilisation Casques ayant la marque NF
Polyéthylène	PE	24 mois
Polyamide	PA	36 mois
Polycarbonate	PC	36 mois
Polyester renforcé	UP ou GPR	48 mois

- De chaussures ou bottes de sécurité (NF EN 345 marquage CE), munies d'un embout de protection et d'une semelle anti-perforation.
- Baudriers Fluorescents.



De plus le personnel devra avoir des tenues de protection adaptées, aux tâches à effectuer et aux conditions météorologiques dans lesquelles elles se réalisent.

Sur autorisation du coordonnateur et pour des interventions ponctuelles, le travail avec harnais sera autorisé avec stop chute et sera obligatoirement croché sur une ligne de vie installée sur des points d'ancrages de la structure.

Intervention sur la ou les zone(s) de travaux

Les travailleurs auront l'obligation de porter des vêtements de haute visibilité (gilet rétro réfléchissant,...). Les entreprises et tout intervenant devront respecter les consignes données par la maîtrise d'œuvre pour accéder ou repartir dans la zone des travaux.

Protection du Matériel

L'entrepreneur ne pourra introduire sur le chantier que du matériel et des outils portant une marque personnelle avec certificat de contrôle par une personne habilitée.

Habilitation Electrique

Habilitation des électriciens

L'employeur ne confiera les travaux sur les installations électriques ou à proximité de conducteurs nus sous tension qu'à des personnes qualifiées pour les effectuer et connaissant les règles de sécurité suivant l'article 48 du décret du 14 novembre 1988. Il indiquera dans les P.P.S.P.S. l'habilitation et les indices de ses employés.

NIVEAU ET DATE DE VALIDITE ET/OU RECYCLAGE						
B0/H0	B1/H1	B2/H2	BC/HC	B1T/H1T	B2T/H2T	BN/HN

Habilitation des non électriciens

L'employeur des salariés qui auront à effectuer des travaux dans des zones sous tensions fournira au coordonnateur les habilitations de ces derniers qui seront au minimum H0/B0



Utilisation du Matériel Electrique

Les baladeuses seront conformes à la norme NF C 71 - 008, non démontable et d'un degré minimal de protection IP 45.

Les matériaux de classe I comporteront un conducteur de protection.

Les outils portatifs devront être à double isolement et les rallonges de type H07 RNF (câble souple), les prises incassables IP 447, baladeuses NF C 71.008, enrouleurs catégorie B NF C 61.720.

Les rallonges ne devront pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.

En d'absence, à proximité du poste de travail, d'armoire électrique de chantier chaque entreprise devra approvisionner des coffrets portatifs équipés de disjoncteurs différentiels 30 mA.

Chaque entreprise assurera l'éclairage complémentaire de sa zone de travail avec du matériel conforme en bon état.

Les projecteurs quartz devront être sur pied et comporter des verres de protection étanches.

Les niveaux d'éclairage seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n°83 721 du 02 août 1983 et codifiés dans le Code du Travail sous les articles R 232.7 (1 à 10).

Protection Contre le Bruit

L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible compte tenu de l'état des techniques actuelles.

Les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation : réduction du bruit à la source, encoffrement de la source, suspension anti-vibratile, éloignement des machines, protection individuelle.

Il conviendra de choisir des matériaux dont les niveaux de bruit n'affectent pas le déroulement habituel des activités environnantes.

Les entreprises devront prévoir la protection des travailleurs contre le bruit.



La diffusion de l'échelle du risque (décret du 21 avril 1988) sera réalisée auprès des salariés.

Protection contre les Poussières

L'employeur est tenu de réduire la propagation des poussières compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront prévoir la protection des travailleurs contre les poussières dues aux découpes des différents matériaux, et prévoir :

- Les protections individuelles



Interventions lors d'une Vague de Chaleur

Les employeurs doivent :

- Prévoir une organisation du travail permettant de réduire les cadences si nécessaires, d'alléger les manutentions manuelles, etc.
- Prévoir une organisation du travail permettant au salarié d'adapter son rythme de travail selon sa tolérance à la chaleur.
- Informer tous les travailleurs des risques, des moyens de prévention, des signes et symptômes du coup de chaleur (Document établi par le médecin du travail et l'INRS notamment)
- Afficher les recommandations à suivre pour les salariés prévus au niveau du plan d'action.
- Adapter les horaires de travail dans la mesure du possible : début d'activité plus matinal, suppression des équipes d'après midi.
- Organiser des pauses aux heures les plus chaudes, si possible dans une salle plus fraîche
- Mettre à disposition de **l'eau potable fraîche pour la boisson** (article R. 232-3 du code du travail). Installer des sources d'eau potable fraîche à proximité des postes de travail. Les travailleurs doivent disposer d'**au moins 3 litres d'eau par personne et par jour**.



Restriction Alcool et Tabac sur le Site

Décret no 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer (en particulier aux articles R. 3511-1 à R. 3512-2 du code de la santé publique).

A compter de 1er février 2007, il est interdit de fumer dans tous les lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou qui constituent des lieux de travail.

Il est interdit de fumer sur ce chantier.

Des affiches de sécurité seront judicieusement apposées et régulièrement maintenues en bon état (réfectoires, vestiaires, sanitaires...).

Il est interdit de faire pénétrer de l'alcool sur le site. La consommation de boissons alcoolisées est interdite sur le chantier. Il est interdit de pénétrer ou de demeurer sur le site sous l'emprise de l'alcool.



UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

Il n'est pas mis en place de moyen commun au chantier, de part la configuration du chantier qui est glissant.

Mise en place d'une VRS de chantier au niveau de la zone du chantier.

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Il n'est pas prévu de moyen de levage sur le chantier

Protections collectives

Chaque entreprise met en place sa signalisation de proximité.

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chaque entreprise doit prévoir la mise de la base de vie de ses compagnons.

Plan d'installation de chantier

Les installations de chantier devront être positionnées judicieusement afin de ne pas perturber la circulation sur le chantier et de ne pas être déplacées.

Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

Le balisage en place de la DIRA et les clôtures de l'emprise rendent le chantier clos, à la charge de chaque entreprise de mettre en place un balisage au niveau de leurs zones à risques.

Stockage

Le stockage se fera sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier .

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	Existant	
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Existant	
Réseaux divers existants à protéger	Chaque lot concerné	
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	Chaque lot concerné	
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	Chaque lot concerné	Chaque lot concerné
Téléphone d'alerte	Chaque lot concerné	Chaque lot concerné
Gestion des déchets	Chaque lot concerné	Chaque lot concerné

Installation du Chantier :

La base vie est à maintenir entièrement clos et fermé après les heures de travail.
Des aires de circulation de stockage de stationnement et de travail.

La fourniture de locaux vestiaires / réfectoires / sanitaires (avec entretien régulier).

Un téléphone pour les appels d'urgence, disponible pour tous les intervenants à tout moment de la journée. A proximité de l'appareil sera disposée la liste des administrations concernées et les différents centres de secours avec leur numéro de téléphone et la procédure à appliquer en cas d'accident ainsi que le plan d'installation de chantier.



Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Autorisation de voirie	Arrête de voirie - DIRA	DIRA
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Sans objet
Autorisation administrative diverse	Service local	Chaque lot concerné



Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « **Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers** », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

1°A - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

** l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.*

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Sans objet pour le projet		

2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Application de résines polymères en sol. Risques liés à la toxicité des produits chimiques employés	Respect des consignes énumérées dans la fiche de données de sécurité. Suivant les cas : ventilation des locaux, port des EPI adaptées. Travaux à réaliser sans aucune co-activité	Tous les lots



3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 ne faisant plus la distinction entre matériaux « friables » et « non friables ». Il a donc été pris en compte dans le présent PGC simplifié que toute action ou intervention sur tout matériau contenant de l'amiante, l'application stricte du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 sur les risques d'exposition à l'amiante.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTROLEE OU SURVEILLEE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Contrôle non destructifs sur les soudures des canalisations gaz par appareil de gammagraphie / Risque d'irradiations lors des manipulations de la source	Manipulation des appareils de radioscopie industrielle et de radiographie industrielle : l'utilisation, pour le compte d'une entreprise, d'un appareil de radiographie ne peut être confiée qu'à une personne titulaire du certificat d'aptitude à manipuler les appareils de radiographie ou radioscopie industrielle (Camari), défini par l'arrêté du 25 juin 1987.	Lot Revêtement de chaussée

5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TBT ET TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES ELECTRIQUES

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		
Travaux à proximité d'une ligne aérienne non protégée, travaux exécutés hors tension / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail. Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de façades par du personnel électricien habilité. Après neutralisation, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau.	Tous les lots

6° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RISQUES DE NOYADE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		



7° - TRAVAUX DE PUIT, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

8° - TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

10° - TRAVAUX DE DEMOLITION, ... VOLUME INITIAL HORS OEUVRE > A 200 M3

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		
	<p>Le personnel préposé au stockage, au transport et à la mise en œuvre de produits explosifs doit avoir reçu une formation concernant l'usage d'explosifs.</p> <p>Le boute-feu, travailleur effectuant ou surveillant les opérations de mise en œuvre des produits, doit être titulaire d'un permis de tir défini par l'arrêté du 2 novembre 1987.</p>	Lot ...

12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		

13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITE > A 60 T X M

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Sans objet pour le projet		



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS simplifié de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement. Tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

Nettoyage de Chantier

Obligations des entreprises



Chaque entreprise devra l'enlèvement quotidien des déchets et des matériaux non utilisés provenant de l'exécution de ses ouvrages. Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. L'entrepreneur qui lui succède exigera cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux. Dans le cas contraire en cas de nettoyage général, il participera à tous les frais occasionnés.

Chaque corps d'état doit intervenir dans une zone du chantier dont le nettoyage a été assuré par l'entreprise qui l'y a précédée.

Au cas où il serait constaté, avant intervention d'un corps d'état que le nettoyage n'a pas été exécuté convenablement et si des entreprises ne se conformaient pas à ces règles l'entreprise principale devra, sans avertissement préalable, et sur simple demande du coordonnateur ou du MOE, nettoyer les ouvrages en question ou faire appel à une entreprise spécialisée ; avec imputation directe des dépenses, au corps d'état défaillant ou au compte des dépenses communes des entreprises intervenantes au moment des faits si les fautifs ne sont pas identifiés.

Elle devra pouvoir à tout moment indiquer la destination de ses déchets par des certificats de destruction ou de dépose dans des déchetteries. Un soin tout particulier sera apporté au nettoyage des circulations horizontales. Aucun déchet de chantier ne devra encombrer une circulation ou gêner l'accès à un poste de travail.

L'évacuation des déchets

Les bidons, cartons, film plastique, gaine électrique, déchets toxiques ou à base d'hydrocarbure et tout autre emballage seront évacués au fur et à mesure par leurs utilisateurs et supprimés comme la réglementation l'impose.

L'enfouissement des déchets et le déversement dans les égouts de tout produit, sont interdits

Les fiches de données de sécurité des produits seront exigées en cas de mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets



- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, Commune de La Couronne PS de l'oisellerie RN10.
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Secouristes



Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

L'entreprise communiquera à l'ensemble des intervenants ainsi qu'au coordonnateur SPS les personnes ayant la qualité de secouriste. Les secouristes seront identifiables sur le chantier par un écusson sur le casque de travail (ou un autre signe de reconnaissance).



Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Organisation des Secours

Evacuation des blessés



L'entreprise devra communiquer à ses salariés les procédures et les moyens d'évacuation d'un blessé en conformité avec les dispositions du P.G.C. et les moyens collectifs mis en oeuvre par l'entreprise principale.

De plus toutes les entreprises devront disposer sur le chantier d'une trousse de secours réglementaire pour les blessures légères.

Le code du travail prévoit que les lieux de travail doivent être équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible (article R. 232-1-6).

La constitution d'une trousse de secours est à évaluer par le chef d'entreprise, conseillé en la matière par la médecine du travail



Formation à la Sécurité – Visite de Sécurité

Chaque responsable d'entreprise devra s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier (nouveaux embauchés, intérimaires, salariés qui changent de poste à ceux qui reprennent leur activité après un arrêt suite à un accident du travail, ou après un arrêt maladie), a suivi une formation à la sécurité comportant la présentation :

Des risques particuliers des conditions de circulation extérieure et intérieure au chantier de la sécurité applicable lors de l'exécution des travaux, des consignes particulières.

De l'explication du mode opératoire suivi des mesures de prévention qui ont été définies pour chaque tâche dans le P.P.S.P.S.

Chaque responsable d'entreprise tiendra sur le site en permanence à disposition du coordonnateur SPS, la fiche de visite de sécurité jointe en annexe de ce P.G.C. qu'il aura correctement rempli avec le salarié lors de la présentation du chantier et de la passation des consignes de sécurité et de la présentation du P.P.S.P.S.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS simplifié), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L.4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS simplifiés pour les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT/CRAM et OPPBTP, au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (art. L.4532-9, R. 45732-75 et 76).
- Respecter les obligations résultant du plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L. 4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L. 4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié

Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail).

L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié

L'entrepreneur tenu de réaliser un PPSPS simplifié dispose d'un délai de 30 jours, article R.4532-56 du code du travail, pour établir son PPSPS simplifié.

La diffusion du PPSPS simplifié est la suivante :

- ⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :

DEKRA Industrial
ACT CSPS POITOU CHARENTES
2 CHEMIN DES MARSAIS
17100 SAINTES

- ⇒ après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;
- ⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;
- ⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.
- ⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.



VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

SOUS-TRAITANT

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS simplifié.

A partir de ce document, le sous-traitant établi son propre PPSPS simplifié, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS simplifié.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



Annexe(s)

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Fiche d'appel

ANNEXE 1

LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>





EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ
LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

TÉLÉPHONEZ AU :

A partir d'un téléphone
portable, composez le

18

POMPIERS OU

15

SAMU

112

OU AU :

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

À (commune ou arrondissement)

N° RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

2

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

3

SIGNEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.

4

DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste à jour mentionnant les noms des Sauveteurs
Secouristes du Travail doit être affichée sur le chantier.

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.

